

Les effets de la modernisation du secteur agricole sur la croissance économique : l'analyse comparative des stratégies nationales de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie

BOUCHETARA Mehdi ^{1*}

WOTTO Marguerite ²

EYIH Sidi ³

1. Ecole nationale supérieur de management (ENSM), (Algérie), m.bouchetara@ensm.dz

2. Université du Québec à Montréal (UQAM), (Canada), marguerite.wotto@uqam.ca

3. Université Cheikh Anta Diop de Dakar, (Sénégal), sidimohamed.eyih@ucad.edu.sn

Soumis le : 15/09/2020

Accepté le : 24/11/2020

Publié le : 27/01/2021

Résumé :

Les stratégies nationales de modernisation agissent comme des facteurs favorisant des innovations pour créer des emplois et la richesse nationale, spécialement dans le domaine agricole. Quels sont les effets des stratégies nationales de modernisation du secteur agricole dans les pays maghrébins d'Algérie, du Maroc et de la Tunisie ? Par cette question, cet article fait une analyse comparative des stratégies nationales de ces trois pays maghrébins. Il élabore un diagnostic nuancé des effets de la modernisation du secteur agricole en établissant des forces et faiblesses de ces stratégies. Les résultats montrent une volonté des trois États de développer leurs infrastructures pour assurer la sécurité alimentaire.

Mots-clés : Agriculture ; Modernisation ; Développement durable ; Economie ; Stratégies nationales.

Classification JEL : O13 ; O14 ; O57 ; Q15 ; Q16.

* : *Corresponding author.*

Modernization Effects of The Agricultural and Economic Growth, Case Analysis of Algeria, Morocco And Tunisia

BOUCHETARA Mehdi ^{1*}

WOTTO Marguerite ²

EYIH Sidi ³

1. High national school of management, (Algeria), m.bouchetara@ensm.dz

2. University of Quebec in Montreal, (Canada), marguerite.wotto@uqam.ca

3. University Cheikh Anta Diop of Dakar, (Senegal), sidimohamed.eyih@ucad.edu.sn

Received : 15/09/2020

Accepted : 24/11/2020

Published : 27/01/2021

Abstract :

Through the sustainable development process, modernization strategies play a crucial role as an innovation that creates job and nation wealth. This occurs exceptionally in agriculture sector, which maintains the economic stability in general. The aim of this paper is to analyze the impact of agricultural system modernization on stability and economic growth. We realize a comparative study between Algeria, Tunisia and Morocco. The results show and confirm, beyond the three-state willingness to develop and modernize the agricultural sector, that many of their national strategy weaknesses should be addressed any further sectorial strategic planning process.

Keywords: Agriculture; Modernization; Sustainable development; Economy; National strategies.

JEL classification codes : O13 ; O14 ; O57 ; Q15 ; Q16.

* : *Corresponding author.*

Introduction

Secteur clé de l'économie, l'agriculture constitue un pivot central pour la lutte contre le changement climatique et pour l'atteinte des objectifs du développement durable. Elle permet de créer la croissance sur tous les plans, de lutter contre la pauvreté et soutenir la sécurité alimentaire. Elle a une influence notable autant sur l'exploitation des terres et de l'environnement, sur la création d'emplois et de richesse nationale et assure la sécurité alimentaire et la stabilité sociale. Sa productivité augmente celle d'autres secteurs de l'économie et les protège contre les chocs économiques. De plus, le développement du secteur agricole est notamment considéré comme un indicateur de souveraineté de chaque nation. Une sécurité alimentaire renforce la stabilité interne de l'Etat sur tous les plans, que ce soit social, économique ou politique.

La modernisation de l'agriculture placée au cœur du développement des structures des économies et de leur perfectionnement a fait l'objet de nombreuses stratégies nationales. Toutefois, ces réformes sont structurelles et leur cadence a généré des effets sur la croissance des économies. Ces effets, souvent plus incertains que la théorie classique permettrait de prévenir, semblent variables selon les pays. Par exemple, il est possible de conclure que le secteur agricole en Algérie n'est pas assez performant en prenant en considération tous les moyens nécessaires mis à la disposition à ce secteur. Par ailleurs, dans le contexte actuel fortement productiviste, la stratégie du commerce international a changé le fondement de la libéralisation. Elle prône des transformations contemporaines des échanges fondés sur l'ouverture des marchés et les avantages comparatifs. Ceci rend encore plus mitigés les effets des stratégies nationales agricoles. Quels sont les effets des stratégies nationales de modernisation du secteur agricole dans les pays maghrébins d'Algérie, du Maroc et de la Tunisie ? C'est la question à laquelle veut répondre cet article qui fait une revue de la littérature.

Problématique

Comme le souligne la FAO (2018), l'agriculture est aujourd'hui à la croisée des chemins face à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Ce secteur offre la possibilité de conjuguer à long terme l'efficacité des actions politiques et d'assurer la complémentarité des secteurs économique, social et environnemental. Il a connu de nombreuses stratégies d'amélioration au cours des dernières décennies. Mais, il est important d'améliorer son potentiel pour une demande alimentaire croissante, réduire les coûts sociaux et environnementaux, tout en favorisant les objectifs d'une croissance économique. En effet, lors d'une crise internationale, qu'elle soit économique, politique, sociale ou, probablement actuellement, climatique ; l'ignorance de l'agriculture est problématique, car cela affecte la sécurité alimentaire.

Le secteur agricole est important pour l'incitation de la croissance économique. L'agriculture est l'une des premières activités humaines et a été à l'origine de la révolution industrielle. Mais il est insuffisant pour entraîner la croissance économique. Les modèles de développement considérant l'effet de l'agriculture sur la croissance économique adoptent le principe fondamental de surplus. Déjà, après la seconde guerre mondiale en 1948, les experts en économie affirmaient que le secteur agricole est retardé par rapport aux autres secteurs productifs dans l'économie, générateur d'un surplus de main-d'œuvre tel que l'a théorisé Lewis (1955). La croissance provenait plutôt des secteurs non agricoles.

Dans les conditions actuelles d'inéquations importantes de développement, spécialement alimentaires, les agricultures très productives des pays développés assurent l'approvisionnement des marchés internationaux en produits agricoles et ainsi contribuent beaucoup à la sécurité alimentaire globale. Tant que ces différences de productivités et de politiques agricoles seront aussi importantes, il y aura une forte demande sur les marchés internationaux. D'autant plus que les produits agricoles peuvent être vendus bruts, mais aussi transformés, ce qui accroît également les échanges commerciaux internationaux. De fait, l'agriculture représente, comme pour les Etats-Unis d'Amérique, un secteur stratégique pour la stabilisation de la balance commerciale.

En ce qui concerne les États en voie de développement atteignant des tendances de développements importants et viables, ils peuvent recourir aux marchés internationaux pour s'approvisionner en produits alimentaires, pour lutter contre les crises sociales. C'est le cas de certains pays, notamment africains, subissent actuellement (sur le marché du blé par exemple). Toutefois, il est indispensable que ces États encouragent l'évolution de la productivité agricole, tout en soutenant l'accumulation de capital dans le reste de l'économie.

Les investissements dans l'agriculture sont en général productifs pour plusieurs raisons : l'agriculture assure la sécurité alimentaire, elle représente certainement un secteur important d'exportation. La notion de surplus représente le principe fondamental des modèles de développement analysant l'impact de l'agriculture sur la croissance économique. A cet effet, les physiocrates assuraient que l'importance d'un surplus agricole semblait indispensable pour l'équilibre des finances publiques et le degré de l'activité économique. Toutefois, il y a possibilité que ce secteur contribue à une petite partie du produit intérieur brut et de l'emploi lorsque les économies des pays évoluent. Par ailleurs, le secteur agricole possède un autre atout important, car il est le premier employeur et un secteur clé dans la lutte contre la pauvreté. Mais, il faut que le système économique soit performant, voir surcapitalisé pour absorber l'afflux des ouvriers. Autrement, le développement de ce secteur ne suffira pas à assurer une diminution de la pauvreté si les politiques publiques ne sont pas conçues pour garantir la participation des pauvres au processus de développement.

Enfin, l'agriculture est une voie importante d'aménagement du territoire. Elle assure, dans l'ensemble des pays, une mission d'aménagement du territoire. Les pays avancés de même que la plupart des pays en voie de développement, ont pratiqué l'agriculture pendant des siècles. Ainsi, il y a donc nécessité d'accorder une importance particulière à ce secteur afin d'assurer une exploitation adéquate et viable des ressources.

Comme le souligne Hassenteufe (2015), regarder comment font les autres, se comparer, est devenu un réflexe fréquent, en matière de stratégie et de décision publiques. Au cours des dernières décennies, l'Algérie, à l'instar de ses voisins le Maroc et la Tunisie, ont adopté de nombreuses stratégies de modernisation de leur secteur agricole. L'objectif de cet article est de faire, à la veille de 2021, une rétrospection sur ces stratégies et de les analyser en Algérie, au Maroc et en Tunisie, en mettant en évidence les avantages et les inconvénients. Pour ce faire, il s'agit de :

1. Faire une comparaison des stratégies nationales des pays voisins dans le Maghreb, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc.

2. Proposer par suite les solutions stratégiques pour l'amélioration de la performance du secteur agricole en Algérie.

Cadre théorique

Les stratégies nationales constituent des actions d'orientation dont les objectifs stratégiques s'attaquent à des problèmes publics sur lesquels portent leurs actions. Dans chaque secteur, chaque stratégie se définit en fonction des possibilités et des contraintes définies en fonction des différents domaines des politiques publiques et selon les règles officielles d'affectation des ressources. Malgré la difficulté d'apprécier les résultats issus des stratégies, leur analyse doit être minimalement considérée comme opération procédurale et méthodique sous-tendue par une rationalité instrumentale manifestée dans ses procédures et ses méthodes (Wotto, 2016). Elle doit permettre également d'entrevoir une structuration séquentielle méthodique de la planification des actions et activités selon un cycle itératif de production de biens, de résultats et d'effets dans un domaine considéré.

D'après l'OCDE (2013), l'analyse de ces effets peut porter sur plusieurs aspects dont la pertinence et l'accomplissement des objectifs, l'efficacité en matière de développement, l'efficacité, l'impact et la durabilité.

L'analyse de Kuznets (1964) met l'accent sur le rapport entre le développement de secteur industriel avec le secteur agricole pour fournir des conditions d'un développement économique incontestable. L'auteur distingue quatre dimensions de la contribution du secteur agricole au développement économique :

a. **Les produits** : la production de système agricole permet l'alimentation des travailleurs des autres secteurs. Il alimente l'industrie par les matières premières nécessaires. Un secteur agricole performant incite un progrès du niveau de rémunération réel et une accumulation pour les autres secteurs. De plus, le surcroît de la production agricole a un effet positif sur l'évolution du Produit intérieur brut (PIB).

b. **Le marché** : le secteur agricole définit la demande des biens industriels et de services. Un niveau de production élevé permet l'augmentation des revenus du monde paysan et par conséquent l'accroissement de leur consommation. Le secteur d'agriculture facilite aussi l'émergence de nouvelles débouchées pour les industries.

c. **Les devises** : la rente des exportations des produits agricoles est une source de devises pour les réserves de change. Quand le système de production agricole est important, les devises servent à l'importation des machines, la technologie et matières premières dont l'industrie a besoin pour évoluer. Ainsi, l'agriculture permet l'économie des devises en produisant des aliments qui étaient autrefois importés.

d. **Facteurs de production** : le secteur agricole fournit aux autres secteurs productifs l'excès de main-d'œuvre dont il dispose.

Pour la FAO (ibid.), cinq principes doivent gouverner la durabilité de l'agriculture : 1. L'augmentation de la productivité, des emplois et l'ajout de valeur aux systèmes alimentaires, **2.** La protection et l'amélioration des ressources naturelles, **3.** L'amélioration des moyens de subsistance et la croissance économique, **4.** L'amélioration de la résilience des communautés et des écosystèmes et **5.** L'adaptation de la gouvernance aux nouveaux défis. Par ailleurs, **trois**

principaux axes d'analyse découlent de la littérature sur le rôle de l'agriculture dans la croissance et le développement économique :

- Les déterminants de la genèse d'un surplus dans le secteur agricole à travers des profits de productivité à cause des investissements et innovations,
- Les différents instruments de transfert de surplus (production),
- L'emploi de surplus pour provoquer le développement industriel par les investissements publics, quand le surplus est transféré par les impôts et les taxes.

Etude pratique

Dans le cas de cette recherche, l'analyse comparative proposée par cet article se concentre sur trois principales dimensions : la performance du secteur agricole que nous pouvons estimer par sa contribution au PIB, le volet social par le % d'emplois et finalement le volet environnemental par le % des terres agricoles exploitées.

1.1. Méthodologie et données

Nous suivons une démarche analytique comparative entre l'Algérie et les deux autres pays voisins, Tunisie et Maroc. Les données économiques et agronomiques prises en considération dans les trois pays, Algérie, Maroc et Tunisie, concernent la période 2010-2016. Les indicateurs, produit intérieur brut, taux d'emploi dans le secteur de l'agriculture et la superficie exploitée représenteront les axes de notre analyse.

1.2. Présentation des pays

Les trois pays maghrébins affichent un accroissement démographique élevé (taux annuel de 2.15 % en Algérie, 3.1 % au Maroc et 2,8 % en Tunisie en 2016) et une urbanisation remarquable (56 % en Algérie, 60 % d'urbains en Tunisie et 52 % au Maroc en 2016), ce qui affecte la demande sur les produits alimentaires. La production agricole ne peut soutenir le même rythme, d'autant plus qu'elle est très variable, restant soumise aux aléas climatiques. En conséquence, les importations des produits alimentaires et notamment des produits essentiels augmentent fortement.

Cependant, depuis l'indépendance de ces trois pays, des programmes très particuliers de modernisation et des réformes de la politique de l'agriculture ont été enregistrés, notamment sur le plan agraire, mais donnent tous un rôle capital à l'Etat jusqu'à l'année 2000.

1.3. Le cas Algérien

L'Algérie a récupéré de la colonisation française un secteur agricole moderne, une grande production mécanisée sur les meilleures terres : 3 millions d'hectares, soit 40 % de la superficie agricole utile. Mais, ce privilège a été ruiné par la sélection d'un modèle de production peu compétitif comme la création des macro-entreprises collectivistes gérées par l'Etat algérien et les réformes structurelles menées du 1962 à 1986. Entre 1962-1963, 2000 grands domaines autogérés avec une taille moyenne de 900 ha ont été créés sur 2,3 millions d'hectares repris aux colons.

Entre 1971-1978, le secteur public s'est développé de 1,5 million d'hectares du fait de la Charte de la Révolution Agraire CRA, délimitant le développement de secteur privé à 30 ha et installant plus de 5000 Coopératives Agricoles de la Révolution Agraire (CAPRA), de taille moyenne de 250 ha.

Entre 1979-1985, des réorientations ont été réalisées pour réadapter le système socialiste et installer des entreprises de dimensions plus modestes, avec un mode de gestion partiellement plus individualisé : les Domaines Agricoles Socialistes (DAS), au nombre de 3400 environ sur 2,8 millions d'hectares, 700 000 ha étant rendus au privé.

Entre 1987-1989, la réforme de secteur agricole public a créé véritablement des unités d'exploitation plus modestes et indépendantes par le partage des DAS : 22000 Exploitations agricoles collectives (EAC) et 5000 Exploitations agricoles individuelles (EAI) ont été constituées sur 2,5 millions d'hectares. Durant cette période, le soutien de l'Etat algérien est orienté quasi totalement au secteur public.

Mais le secteur public, à fortes potentialités agricoles, a montré son inefficacité. Les principales causes d'échec sont : absence d'évaluation, de contrôle, désintéressement de la main-d'œuvre et la concurrence des importations (céréales, lait...). Par contre le secteur privé, 4,7 millions d'hectares soit 60 % de la SAU et 910 000 exploitations étaient exclues de la politique agricole de l'Etat.

Actuellement, plusieurs actions sont menées par l'Etat afin de moderniser et développer le secteur agricole estimé à 17.5 % de la superficie totale (secteur public et grandes exploitations du secteur privé). Les résultats de cette politique ne sont pas satisfaisants :

- Maintien d'un système agricole traditionnel ;
- Modernisation très coûteuse et non performante ; si la mécanisation a connu une forte évolution récemment (100 000 tracteurs soit 1 tracteur pour 92 ha, et 220 millions d'unités fertilisantes), la productivité n'est pratiquement pas développée sauf pour les cultures maraîchères ;
- Jachère importante représente 40 % de la SAU alors que les terres cultivables sont très limitées 3 % seulement du territoire ;
- Irrigation diminuée à 300 000 ha. Seuls l'arboriculture fruitière, le maraîchage et les viandes blanches et rouges ont évolué depuis l'indépendance en 1962.

Trois principales raisons peuvent être citées :

- Une production parfaitement maîtrisée du secteur privé ;
- Les cultures fruitières et maraîchères exploitent de l'irrigation ;
- Absence des importations de ces produits.

Cette dernière raison est la plus significative. La politique d'importation de l'Etat, alimentée principalement par les revenus des hydrocarbures, lui a permis de favoriser les consommateurs au détriment des agriculteurs en procédant à un approvisionnement important du marché national en produits alimentaires subventionnés. Ainsi la supériorité du social sur l'économie et la sélection d'un modèle de grandes exploitations collectives, toujours inefficaces et réformées, ont été les deux causes de la détresse de l'agriculture en Algérie. Le tableau 1 montre les données de la Banque Mondiale présentant les effets de l'agriculture sur le développement économique de l'Algérie durant la période allant de 2010 à 2016.

Table N°1

Agriculture en Algérie et développement économique

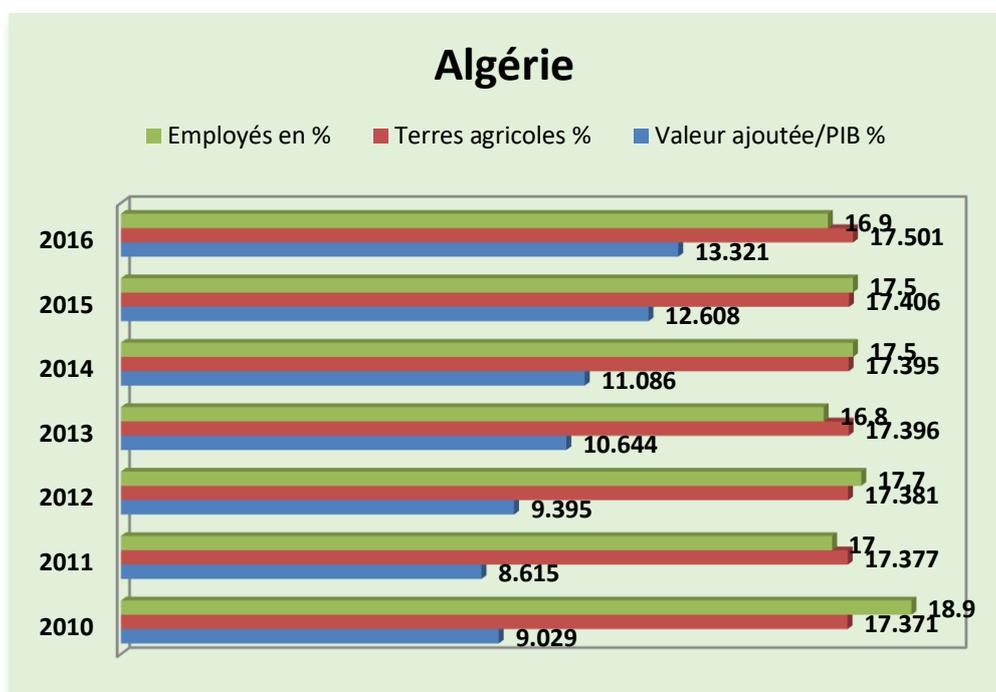
Années	Valeur ajoutée/PIB %	Terres agricoles%	Employés %
2010	9,029	17,371	18,9
2011	8,615	17,377	17
2012	9,395	17,381	17,7
2013	10,644	17,396	16,8
2014	11,086	17,395	17,5
2015	12,608	17,406	17,5
2016	13,321	17,501	16,9

Source : Banque Mondiale, 2018

Dans la représentation graphique 1 suivante, on remarque le nombre d'employés dans le secteur agricole algérien est en décroissance. Le pourcentage des terres agricoles est presque stable. La proportion de la valeur ajoutée de l'agriculture par rapport au PIB, elle est en croissance.

Graphique N° 1

Evolution agricole et croissance économique en Algérie (%)



Source : Banque Mondiale, 2018

L'État algérien accorde une priorité primordiale au secteur agricole, considéré comme un secteur stratégique après le secteur des hydrocarbures. Il représente la solution stratégique pour sortir de la crise économique qui affecte le pays depuis de longues années. Ce qui est

encourageant est l'évolution remarquable de la productivité et le rendement de ce secteur dès la chute des prix du pétrole en 2012. L'Etat algérien assiste les agriculteurs dans le domaine de la production en octroyant des crédits bancaires et en les assistant techniquement. L'Etat a prouvé donc sa volonté de à développer l'agriculture. La loi de finances de 2018 reflète parfaitement la stratégie de l'Etat à protéger la production des agriculteurs algériens face aux produits importés.

1.4. Le cas marocain

Au Maroc, 12 % de la superficie cultivable (environ 1 million d'hectares) représentait le secteur agricole moderne, récupéré après l'indépendance en 1956. Comme en Algérie, le secteur agricole s'étendait sur des terres à haute capacité agricole, cultivées principalement sans recours à l'irrigation. Par contre, il a récupéré d'une façon très vite les terres agricoles d'une durée de 17 ans (1956 – 1973), en recourant de différentes manières :

- 400 000 ha ont été achetés par des agriculteurs privés marocains. Ces achats ont été confirmés par la suite.
- 350 000 ha ont été lotis dans le cadre de la Charte de la Réforme Agraire en lots individuels (de 5 ha en irrigué, de 15 à 20 ha en zone pluviale).
- 250 000 ha ont été confiés à des sociétés (SODEA, SOGETA), dans le cas des plantations, notamment, pour éviter une diminution de la valeur des productions.

Le Maroc doté de larges plaines et d'importantes ressources en eau, a entamé dès les années soixante les principaux programmes hydrauliques, appelés « politique du million d'hectares irrigués » et codifiée par le Code des Investissements agricoles. Favorisant la primauté à l'économique sur le social, le soutien financier et l'assistance technique de l'Etat marocain ont été sélectifs et réservés aux zones les plus productives, c'est-à-dire particulièrement aux grandes zones d'irrigation.

Dès 1960 et à ce jour, la performance des politiques de modernisation de l'agriculture a été impressionnante et significative. La production agricole a enregistré une augmentation de 8%. Les évolutions les plus remarquables ont concerné les produits animaux (lait, viande), le maraîchage, les agrumes, les céréales et les cultures sucrières. Cette politique de modernisation a engendré la croissance de l'agro-industrie (sucreries, laiteries...).

Mais les zones **bours** (culture pluviale) qui représentent plus de 75% de la superficie cultivable, négligé par l'Etat et peu modernisé, leurs rendements ont légèrement évolué. Ce secteur est dominé par les céréales (60 % de la SAU) et la jachère (20 % de la SAU).

Le parc de tracteurs affiche une faiblesse et une mauvaise répartition sur le secteur (41 000 unités soit 260 ha par tracteur et 60 % en irrigué). La fertilisation a beaucoup évolué (plus de 350 millions d'unités fertilisantes), mais elle n'assure encore que 45 % des besoins et elle est mal répartie (60 % en irrigué).

Les principales difficultés à la modernisation de l'agriculture pluviale sont :

- L'insuffisance des soutiens étatiques ;
- Un climat très instable (forte irrégularité de la pluviométrie et risques de sécheresse élevés) ;

- Des contrats juridiques des terres agricoles (collectif, habous, guich) non compatibles avec la modernisation notamment, le collectif qui représente plus d'un million d'hectares.

Le tableau 2 présente les données de la Banque Mondiale présentant les effets de l'agriculture sur le développement économique du Maroc de 2010 à 2016.

Tableau N° 2

Agriculture au Maroc et développement économique

Années	Valeur ajoutée/PIB %	Terres agricoles %	Employés %
2010	14,44	67,193	71,4
2011	14,245	67,452	72,5
2012	13,371	68,122	71,1
2013	14,69	68,545	68,6
2014	12,99	68,545	67,2
2015	14,278	68,545	67,3
2016	13,637	68,55	65,9

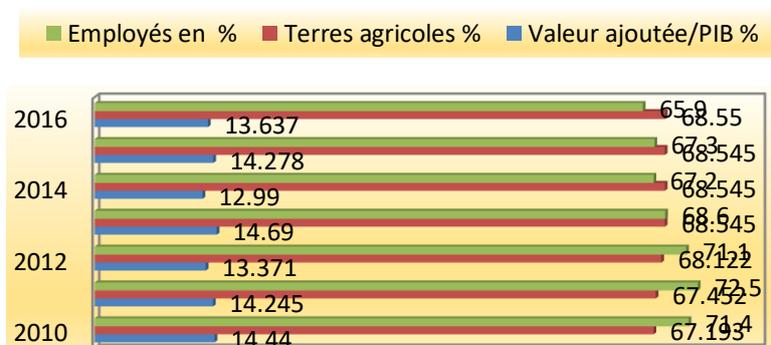
Source : Banque Mondiale, 2018

Dans la représentation graphique 2 suivante, on remarque le nombre d'employés dans le secteur agricole marocain est en légère décroissance alors que le pourcentage des terres agricoles connaît une évolution contraire. Quant à la proportion de la valeur ajoutée de l'agriculture par rapport au PIB, elle est presque constante.

Graphique N° 2

Evolution agricole et croissance économique au Maroc (%)

Maroc



Source : Banque Mondiale, 2018

Le secteur de l'agriculture représente le pivot de l'économie marocaine. Il participe à 14% au produit intérieur brut. Plus de 40% des employés marocains travaillent dans ce secteur. Autrement dit, il lutte efficacement contre le chômage dans le pays. Plusieurs conditions encouragent l'évolution et la stabilité de ce secteur. On peut citer la terre agricole qui dépasse 65% de la superficie du Maroc, la main-d'œuvre bien formée dans ce domaine et la qualité des produits locaux par rapport aux produits étrangers.

1.5. Le cas tunisien

La Tunisie a adopté une stratégie intermédiaire entre l'Algérie et le Maroc et fait preuve de pragmatisme. Après l'indépendance de la Tunisie en 1956, le secteur moderne agricole couvrait presque 1 million d'hectares dont 400 000 ha appartenant à des cultivateurs tunisiens et 600 000 ha de terres colonisées, soit 26 % de la superficie cultivable.

A partir de 1956 jusqu'à 1965, l'Etat tunisien a commencé à récupérer les terres de colonisation et a collaboré avec les terres **habous** et les terres domaniales, à la composition d'une réserve foncière importante permettant une réforme agraire. Cette démarche collectiviste visait d'abord l'exploitation d'une grande partie de ces terres, avec l'implémentation de 348 Unités Coopératives de Production (UCP) sur 378 000 ha.

Mais cette action n'a tenu que 5 ans (1963 à 1968) et les grandes coopératives d'exploitation (1000 ha en moyenne) ont explosé : 240 000 ha ont été dénationalisés et des agro-combinats ont été produits sur 60 000 ha.

Cette stratégie coopérative imposée par le parti technocrate modernisateur a échoué parce qu'il a été et s'est trouvé en inadéquation avec l'idéologie sociale. D'ailleurs le Maroc a adopté la même stratégie, avec l'adoption dans les grands périmètres irrigués d'une trame hydraulique, dite logique, exigeant aux cultivateurs de produire au sein de blocs d'agriculture collectifs dans le but d'encourager et de faire évoluer la logique de coopération. La stratégie n'était pas efficace.

Le tableau 3 présente les données de la Banque Mondiale présentant les effets de l'agriculture sur de développement économique de la Tunisie pour la période de sept ans allant de 2010 à 2016.

Tableau N° 3

Agriculture en Tunisie et développement économique

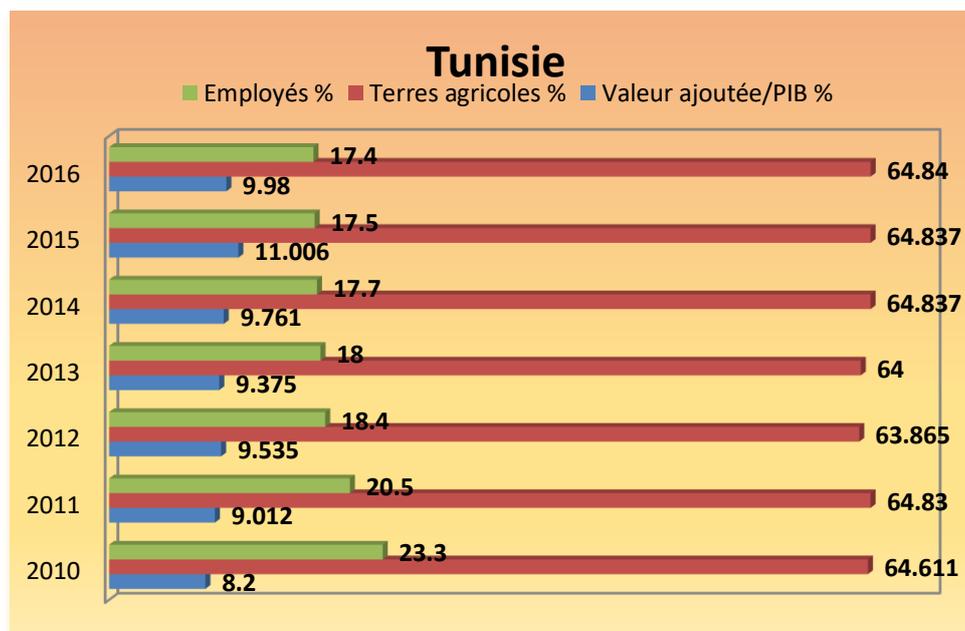
Années	Valeur ajoutée/PIB %	Terres agricoles %	Employés %
2010	8,2	64,611	23,3
2011	9,012	64,83	20,5
2012	9,535	63,865	18,4
2013	9,375	64	18
2014	9,761	64,837	17,7
2015	11,006	64,837	17,5
2016	9,98	64,84	17,4

Source : Banque Mondiale, 2018

Dans la représentation graphique 3 suivante, on remarque le nombre d'employés dans le secteur agricole tunisien est en légère décroissance alors que le pourcentage des terres agricoles connaît une évolution stable. Quant à la proportion de la valeur ajoutée de l'agriculture par rapport au PIB, elle connaît une légère croissance.

Graphique N° 3

Evolution agricole et croissance économique en Tunisie (%)



Source : Banque Mondiale, 2018

2. Discussion : principaux constats

Les trois pays maghrébins affichent un accroissement démographique élevé (taux annuel de 2.15 % en Algérie, 3.1 % au Maroc et 2,8 % en Tunisie en 2016) et une urbanisation remarquable (56 % en Algérie, 60 % d'urbains en Tunisie et 52 % au Maroc en 2016). Que retenir des effets des stratégies nationales de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie ?

Les trois pays connaissent une stabilité dans l'affectation des terres agricoles pendant les sept années considérées pour l'étude. On peut en conclure que les stratégies nationales dans le secteur agricole n'ont pas eu d'influence sur la superficie des terres agricoles exploitées.

- Le Maroc a connu l'accroissement le plus important de son PIB et le taux d'emploi le plus élevé des trois pays.
- La Tunisie a connu durant les sept années de l'étude une faible croissance des trois pays. Le taux d'emploi a subi également une décroissance durant les dernières années égalant celui de l'Algérie.
- L'Algérie, le plus grand pays des trois, connaît le plus faible taux d'affectation de ces terres. La croissance du taux d'emploi y est presque stable. Il semble en effet qu'un système soit instauré pour une économie industrielle, de même que le secteur de l'industrie semble être un système pour atteindre à une économie de services dans ces trois pays.

En Algérie, malgré tous les progrès, l'impact réel du secteur agricole est limité. Plusieurs défaillances en sont la cause, principalement les problèmes administratifs lors de traitement des dossiers de subventions. Il n'y a pas une forte transparence dans le processus de soutien étatique traduit par l'inefficacité du processus de contrôle et d'évaluation mené par les autorités algériennes. L'autre cause très importante constatée est la faiblesse des infrastructures de stockage et de logistique des produits agricoles.

Au Maroc, actuellement, le taux de couverture de secteur agricole moderne est de 25% et concerne environ 2 millions d'hectares, cultivés par 10000 grands exploitants, auxquels il faut toutefois encourager les petits exploitants des zones irriguées.

Il faut rappeler en effet que la politique de modernisation du secteur agricole a pu affecter les petites exploitations dans les zones irriguées et que les problèmes du microfundia ont pu être résolus grâce aux différents progrès de l'Etat : regroupement, développement hydraulique en trame collective, garantie des approvisionnements et des débouchés, organisation de la distribution et du crédit.

Dès 1985, l'Etat marocain s'est engagé avec une nouvelle stratégie qui vise à créer une stabilité continue. Cette stratégie menaçante, a permis au contraire, d'avantager plus, les grandes productions et d'ignorer les exploitations productrices classiques du processus de modernisation, car elle bloque le soutien étatique, les subventions aux intrants et encourage fortement les exploitations privées comme les subventions et l'exonération fiscale jusqu'en 2025.

Pour couvrir les conséquences économiques négatives de cette nouvelle stratégie agricole, l'Etat a lancé une nouvelle stratégie de développement rural destinée pour les zones traditionnelles.

En Tunisie, dès 1970, l'Etat a commencé à renforcer les petites et moyennes propriétés paysannes, la politique des prix étant peu favorable au capital. Mais, à partir de 1980, l'augmentation des prix agricoles a permis à l'Etat d'intervenir afin d'encourager les investissements dans le secteur agricole, et ce, en créant des entreprises étatiques et privées, sur la base des contrats de location à long terme (maximum 30 ans), pour le développement de l'agriculture. Il faut mentionner l'importance spatiale des grandes productions, de taille supérieure à 50 ha, en Tunisie (43 % de la SAU), comme en Algérie (28 % de la SAU) et contrairement au Maroc (20 % de la SAU).

Actuellement, le secteur agricole moderne tunisien correspond aux grands domaines ; il s'étend donc sur plus de 2 millions d'hectares, soit un doublement de la superficie de 1956. La politique de modernisation a engagé un accroissement important de la fertilisation, presque 100 millions d'unités fertilisantes, soit un quintuplement entre 1958 et 2015, une faible évolution du parc des tracteurs, environ 270 000 unités, soit un tracteur pour 185 ha, un accroissement de l'irrigation dans les périmètres publics (120 000 ha) et privés (200 000 ha) et le développement de l'agro-industrie.

La politique de modernisation menée par l'Etat tunisien a été efficace puisque de nombreuses productions ont évolué :

- Marché intérieur stable (maraîchage, lait, sucre),
- Fortes exportations des produits arboriculture fruitière (olives, dattes, fruits divers).

Contrairement à l'Algérie et au Maroc, les surfaces agricoles cultivables détiennent une grande importance en Tunisie plus de 60 % du territoire par rapport à la superficie très petite du pays. Ainsi, c'est l'arboriculture fruitière qui domine l'agriculture tunisienne plus de 40 % de la SAU.

Dès l'indépendance de la Tunisie, les plantations ont beaucoup progressé et leur accroissement continue, dans une action de réorganisation spatiale de l'agriculture tunisienne et de sédentarisation des éleveurs nomades.

D'après J. Le Coz, la politique de modernisation en Tunisie affiche des résultats encourageants. L'Etat tunisien essaie de concilier le fondement social par diverses politiques telles de la scolarisation et de la formation, l'électrification des campagnes et le fondement économique en renforçant la compétitivité des entreprises capitalistes, deux axes importants de développement agricole.

2.1. Comparaison des trois pays en termes de progression du PIB

En comparant les trois pays en fonction selon le pourcentage de la valeur ajoutée au PIB, on obtient les valeurs consignées dans le tableau 4.

Tableau N° 4

% valeur ajoutée de PIB des trois pays

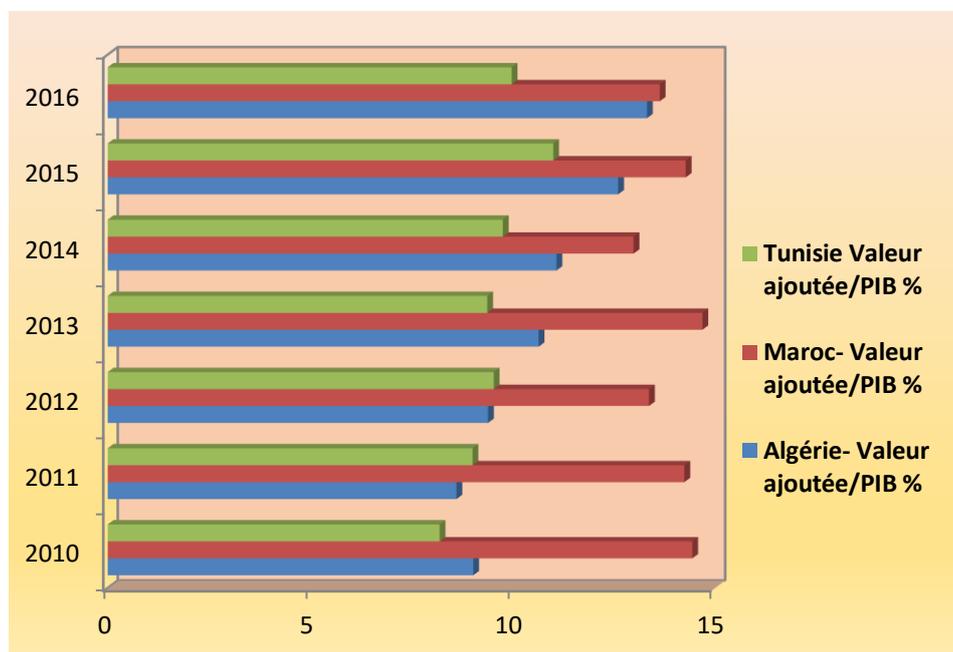
Années	Algérie- Valeur ajoutée/PIB %	Maroc- Valeur ajoutée/PIB %	Tunisie Valeur ajoutée/PIB %
2010	9,029	14,44	8,2
2011	8,615	14,245	9,012
2012	9,395	13,371	9,535
2013	10,644	14,69	9,375
2014	11,086	12,99	9,761
2015	12,608	14,278	11,006
2016	13,321	13,637	9,98

Source : Banque Mondiale (2018)

La représentation graphique de ces données telle que présentée dans le graphique 4 montre que le Maroc connaît un accroissement plus important de son PIB que les deux autres pays. La Tunisie est le pays qui connaît durant les sept années considérées la plus faible croissance des trois pays.

Graphique N° 4

Comparaison des trois pays en matière de % de valeur ajoutée en PIB



Source : Banque Mondiale (2018)

2.2. Comparaison des trois pays en termes du pourcentage des terres agricoles

Le tableau 5 présente les valeurs comparatives des trois pays selon le pourcentage des terres agricoles exploitées.

Tableau N° 4

% des terres agricoles des trois pays

Années	Algérie-Terres agricoles %	Maroc- Terres agricoles %	Tunisie- Terres agricoles %
2010	17,371	67,193	64,611
2011	17,377	67,452	64,83
2012	17,381	68,122	63,865
2013	17,396	68,545	64
2014	17,395	68,545	64,837
2015	17,406	68,545	64,837
2016	17,501	68,55	64,84

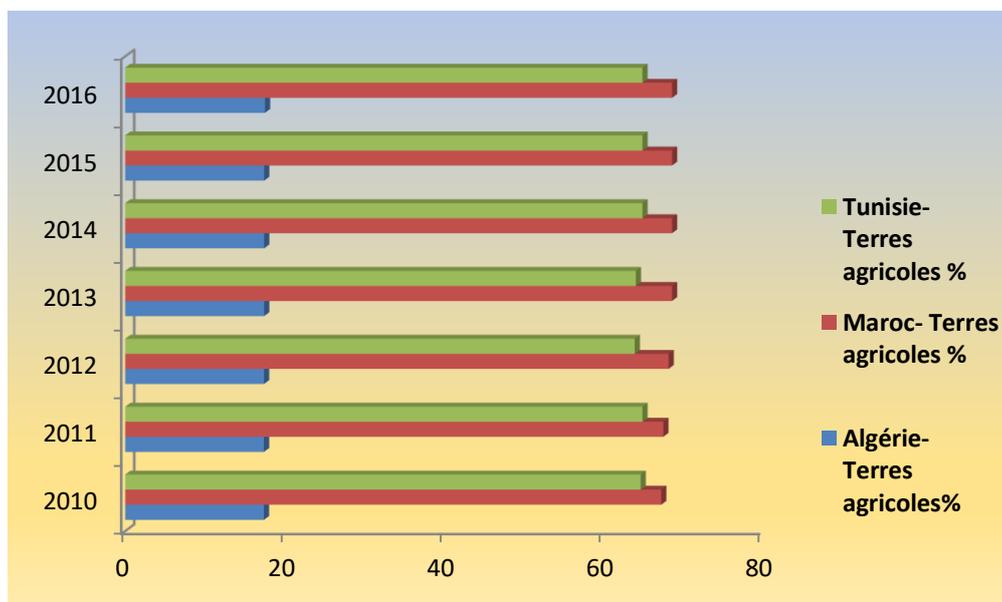
Source : Banque Mondiale (2018)

La représentation graphique de ces données telle que présentée dans le graphique 5 montre que les trois pays connaissent une stabilité dans l'affectation des terres agricoles pendant les sept

années considérées pour l'étude. On peut en conclure que les stratégies nationales dans le secteur agricole n'ont pas eu d'influence sur la superficie des terres agricoles exploitées. L'Algérie, le plus grand pays des trois, connaît le plus faible taux d'affectation de ces terres.

Graphique N° 5

Comparaison des trois pays en matière de % des terres agricoles



Source : Banque Mondiale (2018)

2.3. Comparaison des trois pays en termes du pourcentage d'employés

Le tableau 6 suivant compare les parts d'emplois affectés au secteur agricole dans les trois pays.

Tableau N° 6

Employés agricoles des trois pays

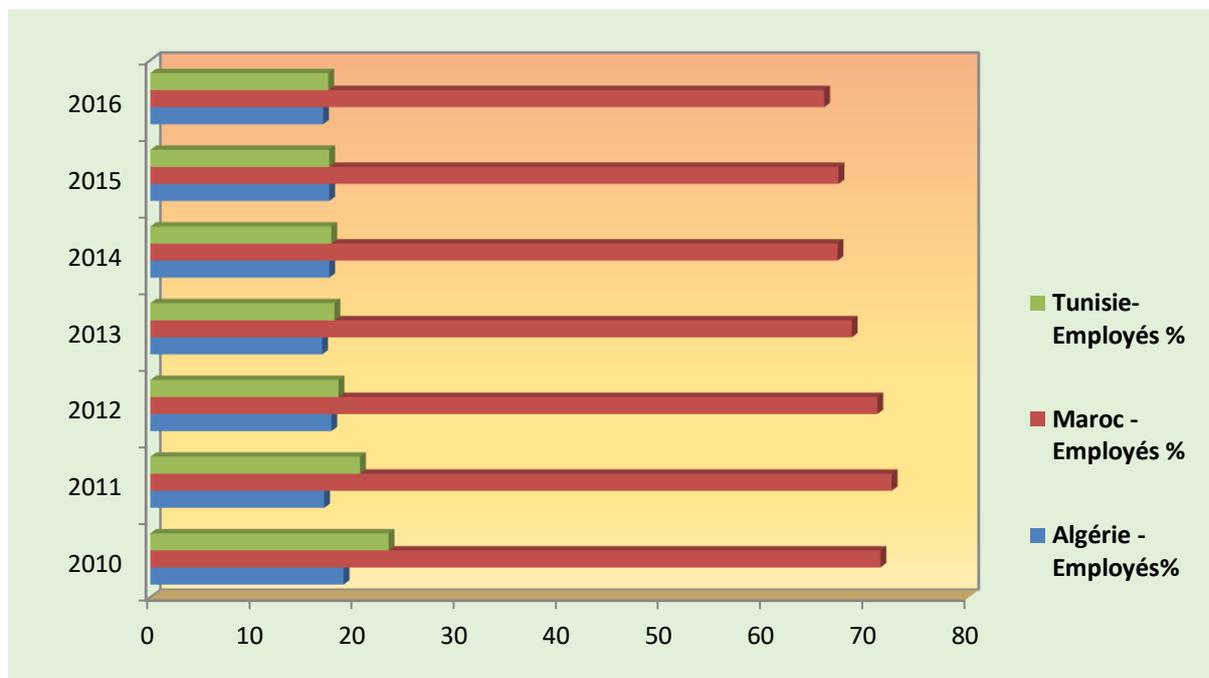
Années	Algérie – Employés %	Maroc - Employés %	Tunisie- Employés %
2010	18,9	71,4	23,3
2011	17	72,5	20,5
2012	17,7	71,1	18,4
2013	16,8	68,6	18
2014	17,5	67,2	17,7
2015	17,5	67,3	17,5
2016	16,9	65,9	17,4

Source : Banque Mondiale (2018)

En termes de taux d'emploi, le Maroc est le pays à avoir connu le taux le plus élevé des trois pays. Toutefois, ce taux a subi une décroissance durant les quatre dernières années. En Tunisie, ce taux a subi également une décroissance durant les dernières années égalant celui de l'Algérie. Dans ce dernier pays, la croissance du taux d'emploi est presque stable comme le montre la représentation graphique 6.

Graphique N° 5

Comparaison des trois pays en matière de % des emplois



Source : Banque Mondiale (2018)

Conclusion

L'ignorance d'un secteur de productivité n'est jamais sans conséquence, même s'il représente un secteur économique marginal. Toutefois, il est possible de proposer quelques arguments encourageants à garder un secteur agricole fort : le commerce international sur le plan économique, la sécurité alimentaire sur le plan social et l'aménagement du territoire sur le plan environnemental. L'évolution des performances de production agricole de ces trois pays contribue à la principale finalité de la Banque Mondiale, d'accroître l'économie internationale grâce à l'inclusion de nouveaux marchés.

A la fin, pour promouvoir l'intégration régionale, il faut coordonner les stratégies nationales agricoles sur le plan régional, afin de créer des synergies et économies d'échelle dans l'exécution du projet d'agriculture au service du développement durable. L'intégration régionale soutient la gouvernance de système agricole. Améliorer la gouvernance est important non seulement pour le processus de prise de décisions, mais aussi pour l'efficacité des stratégies nationales agricoles et une utilisation rationnelle des ressources publiques.

Références

- Abramovitz, M. (1961). The nature and significance of Kuznets cycles. *Economic development and cultural change*, 9(3), 225-248.
- Cervantes-Godoy, D., & Dewbre, J. (2010). *Importance économique de l'agriculture dans la lutte contre la pauvreté*. OECD Publishing.
- Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO). (2018). Transforming food and agriculture to achieve the SDGs. 20 interconnected actions to guide decision-makers.
- Gollin, D., Parente, S., & Rogerson, R. (2002). The role of agriculture in development. *American economic review*, 92(2), 160-164.
- Hassenteufel, P., & Fontaine, J. (2015). *To Change or not to Change ? : Les changements de l'action publique à l'épreuve du terrain*. Presses universitaires de Rennes.
- Anne, J. (2007). Les origines du développement durable. *Revue information géographique* n, 3, 28.
- Lewis, W. A. (1954). Economic development with unlimited supplies of labour.
- Malassis, L. (1969). Chapitre 1 : Agriculture et croissance économique. *Économie rurale*, 79(1), 19-32.
- Maurer, J. L. (1986). *Modernisation agricole, développement économique et changement social*. Graduate Institute Publications.
- OCDE (2013 b), Evaluating Development Activities - 12 Lessons from the OECD DAC, OCDE, Paris, 55 p.
- Reijntjes, C., & Waters-Bayer, A. (1995). *Une agriculture pour demain : Introduction à une agriculture durable avec peu d'intrants externes*. Karthala Éditions.
- Wotto, M. (2016). *La participation publique à l'évaluation environnementale stratégique : Éléments d'analyse*. Editions Publibook.
- Yang, D. T., & Zhu, X. (2013). Modernization of agriculture and long-term growth. *Journal of Monetary Economics*, 60(3), 367-382.